

- des discussions au processus de la CSCE. Il estimait avoir été forcé d'accepter un accord peu satisfaisant à Stockholm sous la pression exercée par le calendrier de la CSCE, et il voulait éviter la répétition de cette situation dans les nouvelles négociations (*The Arms Control Reporter* 1986, p. 401.B.123).
- 14 « Brussels Declaration on Conventional Arms Control by Ministers at North Atlantic Council Session », *Revue de l'OTAN* 34 (décembre 1986), pp. 27-28.
- 15 « Memorandum of the Polish People's Republic on Arms Reduction and Confidence-Building in Central Europe, Transmitted on 17 July 1987 to the States Participating in the Conference on Security and Cooperation in Europe by the Ministry of Foreign Affairs of the Polish People's Republic », dans Krause, *Prospects for Conventional Arms Control in Europe*, pp. 77-9.
- 16 L'événement marquant de cette période en ce qui concerne le désarmement conventionnel a été l'annonce de Mikhaïl Gorbatchev devant l'Assemblée générale des Nations Unies le 7 décembre 1988, selon laquelle l'Union soviétique procéderait à une réduction unilatérale de ses forces armées de 500 000 hommes au cours des deux prochaines années. Six divisions de blindés seraient retirées des territoires de la RDA, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie d'ici 1991, pour un total de 50 000 hommes et de 5 000 chars d'assaut. Si on les ajoute à d'autres semblables dans la partie européenne de l'URSS, ces réductions de forces dans la région s'étendant de la frontière entre les deux Allemagnes et l'Oural atteindraient les 10 000 chars d'assaut, 8 500 systèmes d'artillerie et 800 avions de combat (*Discours de Mikhaïl Gorbatchev devant l'Assemblée générale des Nations Unies*, Communiqué n° 97, Service de presse de l'ambassade d'URSS au Canada, 8 décembre 1989, p. 21).
- 17 Les pourparlers sur le mandat ont échappé de peu à la rupture au cours des dernières heures en raison d'un différend entre la Grèce et la Turquie sur la définition de la frontière sud dans la zone visée par la CFE. Les négociateurs soviétiques et turcs s'étaient entendus sur une ligne qui excluait le port de Mersin sur la côte de la Méditerranée. Toutefois, le gouvernement grec s'est opposé à cette exclusion, étant donné que Mersin servait à approvisionner les forces turques à Chypre. Quoi qu'il en soit, le mandat a été signé le 14 janvier après que l'OTAN eut offert de résoudre le différend dans le cadre de discussions internes ultérieures (*The Arms Control Reporter* 1989, p. 407.B.115-17).
- 18 « Mandat de la Négociation sur les forces armées conventionnelles en Europe », dans CSCE : *A Framework for Europe's Future*, p. 44.
- 19 Michael Gordon, « Cutting Arms in Europe: It's Down to the Details », *The New York Times*, 9 mars 1989, p. 6.
- 20 *Ibid.*
- 21 *The Arms Control Reporter* 1989, p. 407.B.176.
- 22 Cette politique avait à l'origine été proposée par le président Eisenhower lors du sommet de Genève en juillet 1955. La proposition visait à réduire les risques d'une attaque nucléaire surprise grâce à un échange global de renseignements sur les forces militaires et les installations de chaque partie et à un système de reconnaissance aérienne et d'inspections au sol. L'Union soviétique avait rejeté la proposition, la qualifiant de « rien de plus qu'un vulgaire plan d'espionnage » (Jerome H. Kahan, *Security in the Nuclear Age: Developing U.S. Strategic Arms Policy* [Washington, D.C.: The Brookings Institution, 1975], p. 56).
- 23 « Proposals for A Free and Peaceful Europe », discours du président George Bush, *Current Policy* n° 1179 (Washington, D.C.: United States Department of State, Bureau of Public Affairs, 1989), p. 3.
- 24 Thomas Friedman, « NATO's Proposal on Aircraft Cuts Ready, Baker Says », *The New York Times*, 13 juillet 1989, p.1.
- 25 *The Arms Control Reporter* 1989, p. 407.B.215.
- 26 *Trust and Verify: The Bulletin of the Verification Technology Information Centre*, décembre-janvier 1990 (Londres : Vertic, 1990), p. 1.
- 27 *The Arms Control Reporter* 1989, p. 407.B.219.